

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES












MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

MARCHE N° 2025960SERV002

**MARCHE PUBLIC DE MAINTENANCE DES SYSTEMES DE
SECURITE INCENDIE, MOYENS DE SECOURS ET BLOCS
AUTONOMES D'ECLAIRAGE DE SECURITE DE
L'OBSERVATOIRE DE PARIS (SITES DE PARIS ET
MEUDON)**

**Observatoire de Paris
61 AVENUE DE L'OBSERVATOIRE,
BP 12
75014 PARIS**

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Maintenance des systèmes de sécurité incendie, moyens de secours et blocs autonomes d'éclairage de sécurité de l'Observatoire de Paris
	Type de contrat	Marché public
	Tranches optionnelles	Sans
	Nombre de lots	2
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	1 an
	Reconduction	3 x 1 an
	Prix	Prix forfaitaires et prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat.....	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
1.3 - Réalisation de prestations similaires	5
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	6
4 - Protection des données à caractère personnel	6
5 - Durée du marché.....	6
6 - Prix.....	6
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	6
6.2 - Modalités de variation des prix.....	6
7 - Retenue de garantie	8
8 - Avance.....	8
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	8
8.2 - Garanties financières de l'avance.....	8
9 - Modalités de règlement des comptes.....	8
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	8
9.2 - Présentation des demandes de paiement	9
9.3 - Paiement des cotraitants	9
9.4 - Paiement des sous-traitants	9
9.5 - Délai global de paiement	10
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	10
11 - Sous-traitance.....	11
12 - Développement durable.....	12
13- Constatation de l'exécution des prestations	12
13.1 - Vérifications	12
13.2 - Décision après vérification	12
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	12
15 - Pénalités	13
15.1 - Pénalités de retard	13
15.2 - Mauvaise qualité ou interruption ou exécution partielle des prestations	13
15.3 - Personne chargée du marché non joignable en cas de besoin.....	13
15.4 - Non remise du matériel/livrables prévus par le CCTP	13
15.5 - Non-respect des règles relatives au travail dissimulé	13
16 - Assurances	13
17 - Résiliation du contrat.....	14
17.1 - Résiliation aux torts du titulaire	14
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	14
17.3 - Résiliation pour motif d'intérêt général	15
18 - Règlement des litiges et langues	15
19 - Dérogations	15

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

La maintenance des systèmes de sécurité incendie, moyens de secours et blocs autonomes d'éclairage de sécurité.

Ce marché comprend des prestations supplémentaires éventuelles (PSE) pour le lot 1.

Ces prestations doivent obligatoirement être chiffrées dans la DPGF.

La décision de lever ou pas ces PSE interviendra au plus tard à la notification du marché.

Les prestations du présent marché sont détaillées dans les cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P).

Lieu(x) d'exécution :

Observatoire de Paris :

- Site de Paris : 61 avenue de l'Observatoire 75014 PARIS
Accès véhicules et piétons : 77, avenue Denfert Rochereau 75014 PARIS
- Site de Meudon : 5 place Jules Janssen 92195 Meudon Cedex
Accès piétons : 5 place Jules Janssen 92195 Meudon Cedex
Accès véhicules : 11, avenue Marcellin Berthelot 92195 Meudon Cedex

1.2 - Décomposition du contrat

Le présent marché est réparti en deux lots :

Lot	Désignation
1	Maintenance des systèmes de sécurité incendie <ul style="list-style-type: none">- Site de Paris : 61 avenue de l'Observatoire 75014 PARIS Accès véhicules et piétons : 77, avenue Denfert Rochereau 75014 PARIS- Site de Meudon : 5 place Jules Janssen 92195 Meudon Cedex Accès piétons : 5 place Jules Janssen 92195 Meudon Cedex Accès véhicules : 11, avenue Marcellin Berthelot 92195 Meudon Cedex
2	Moyens de secours et blocs autonomes de sécurité <ul style="list-style-type: none">- Site de Paris : 61 avenue de l'Observatoire 75014 PARIS Accès véhicules et piétons : 77, avenue Denfert Rochereau 75014 PARIS- Site de Meudon : 5 place Jules Janssen 92195 Meudon Cedex Accès piétons : 5 place Jules Janssen 92195 Meudon Cedex Accès véhicules : 11, avenue Marcellin Berthelot 92195 Meudon Cedex

1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE), pour chacun des lots ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU), pour chacun des lots ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), commun à tous les lots ;
- Le règlement de la consultation, commun à tous les lots ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe 1, pour chacun des lots ;
- Le cadre du mémoire technique du candidat, pour le lot concerné (un mémoire technique ne sera pas accepté en dehors de ce formalisme), **(le cadre de mémoire technique est une pièce contractuelle obligatoire. Attention, aucun mémoire technique ne sera accepté en dehors de ce formalisme. Le cadre de mémoire technique doit être rempli conformément aux éléments demandés, sans renvoyer aux pages d'un mémoire technique). A défaut, l'offre sera rejetée) ;**
- L'attestation de visite, pour le lot concerné.

Les textes et documents en vigueur relatifs aux installations concernées par le présent marché sont :

- Règlement sanitaire Départemental
- Règlement de Sécurité contre les risques d'Incendie et de Panique dans les ERP (Arrêté du 25 Juin 1980)
- Code du Travail
- Code de la Construction et de l'Habitation (CCH)
- Le décret du 14 Novembre 1988 relatif à la sécurité des travailleurs pour les installations électriques
- Décrets, arrêtés, décisions de l'ASN (Agence de Sûreté Nucléaire) et déclarations relatives aux détecteurs de fumée à chambre d'ionisation des 18 novembre 2011 et 06 mars 2012.
- Normes applicables à la maintenance des SSI :
 - NFS 61-931 « dispositions générales »
 - NFS 61-932 « règles d'installation des SMSI »
 - NFS 61-933 « règles d'exploitation et de maintenance »
 - NFS 61-970 « règles d'installation des SDI »
- Instruction Technique n°246 relative au désenfumage dans les Établissements Recevant du Public (ERP)
- Instruction Technique n°247 relative aux mécanismes de déclenchement des dispositifs de fermeture résistant au feu et de désenfumage
- Instruction technique 248 relative aux systèmes d'alarme utilisés dans les E.R.P.
- Instruction Technique n°263 relative au désenfumage des volumes libres (atriums) dans les ERP
- Règle APSAD R7 relative aux règles d'installation et de maintenance des Systèmes de Détection Automatique d'Incendie.
- Règle APSAD R13 relative aux règles d'installation et de maintenance des Installations d'Extinction Automatique à Gaz.
- Règle APSAD R16 relative aux dispositifs de compartimentage – juin 2020.

- Règle n° 17 relative aux règles d'installation désenfumage naturel - Février 2014.
- Les autres normes en vigueur.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

5 - Durée du marché

La durée ferme du marché est d'un an à compter de la notification du marché.

Le marché peut être reconduit 3 fois pour une période d'une année sans pouvoir dépasser 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité du marché.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations objet du marché sont réglées :

- Par un prix global et forfaitaire appliqué tel qu'il figure au cadre de décomposition des prix. Global et Forfaitaire » remplie par le candidat.
- Par des prix unitaires dont le libellé est donné dans le Bordereau de Prix Unitaires, appliqués aux quantités réellement exécutées.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes la première année du marché. Ils peuvent être révisés annuellement deux mois avant la date d'anniversaire du marché, à la demande du titulaire.

La limite haute de la révision est établie par application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times \left[0,2 + 0,6 \frac{I_{CHTrev}}{I_{CHTrev0}} + 0,2 \frac{F_{sd2}}{F_{sd2\ 0}} \right]$$

Formule dans laquelle :

P : prix révisé pour l'année N (année d'application de la révision)

P0 : prix de l'année N-1

ICHTrev : indice du coût horaire du travail révisé - Industries mécaniques et électriques valeur septembre N-1

ICHTrev0 : valeur de l'indice du coût horaire du travail révisé - Industries mécaniques et électriques à la date du mois M0

Fsd2 : indice des "Frais et Services modèle de référence 2" publié au Moniteur, valeur septembre N-1

Fsd2 0 : valeur de l'indice des "Frais et Services modèle de référence 2" publié au Moniteur à la date du mois M0

Le mois de référence M0 est le mois de démarrage du marché.

Le Titulaire devra remettre à l'Observatoire pour validation les prix du bordereau de prix révisés pour l'année N au plus tard deux mois avant la date d'anniversaire de l'année N-1.

Les prix révisés ne peuvent être applicables qu'après accord écrit de l'Observatoire sur la proposition du Titulaire.

Au cas où le Titulaire ne soumet aucune proposition de révision de prix dans le délai imparti, ce sont les prix de l'année N-1 qui seront applicables pour l'année suivante.

7 - Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera appliquée.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 10,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 19753496900013

- Numéro de bon de commande : 45000*****

Les factures afférentes au paiement seront établies en un exemplaire original et porteront obligatoirement, outre les mentions légales, les indications suivantes :

Le nom, l'adresse et le numéro de SIRET du/ des fournisseur(s) ;

La domiciliation des paiements telle quelle figure sur l'acte d'engagement ;

Les références du présent marché (numéro-objet) ; 2025*****

La référence du bon de commande ; 45000*****

Le nom et l'adresse complète du service acheteur ;

La date de livraison ou date de réception du marché ;

La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

Le prix unitaire hors taxes (H.T.) des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

Le montant total hors taxes (H.T.) et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

Le taux de TVA en vigueur à la date de l'exécution des prestations ;

Le montant total TTC.

Une facture devra être établie pour chaque bon de commande

Toute facture reçue ne répondant pas à ces exigences vous sera automatiquement renvoyée, ce qui engendrera un retard de paiement.

Au dépôt de la facture, le code service : FACTURES_PUBLIQUES, n'est obligatoire que pour les structures publiques. Si structure privée, ce champ vide est à laisser vide.

Sur les devis devront figurer, le numéro du marché (2025*****), le nombre de documents, le prix unitaire, et le prix total.

Pour les relances fournisseurs, changement d'adresse, RIB ou toutes autres modifications, merci d'utiliser l'adresse mail générique du service facturier: gestion.sf@obspm.fr

9.3 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.4 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique.

Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Il est précisé que seul le sous-traitant de 1er rang peut bénéficier du paiement direct.

Les conditions de paiement direct du sous-traitant sont déterminées à l'article R.2191-6 du code de la commande publique.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire à la facture, une attestation indiquant la somme à régler par l'OBSPM à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire à la facture, signé par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance en indiquant la somme à régler par l'OBSPM au sous-traitant concerné.

Cette somme tient compte d'une éventuelle actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA. Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

9.5 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du présent marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse de livraison :

Site de Paris : 61 avenue de l'Observatoire 75014 PARIS
Accès véhicules et piétons : 77, avenue Denfert Rochereau 75014 PARIS

Site de Meudon : 5 place Jules Janssen 92195 Meudon Cedex
Accès piétons : 5 place Jules Janssen 92195 Meudon Cedex
Accès véhicules : 11, avenue Marcellin Berthelot 92195 Meudon Cedex

Accès véhicules : 11, avenue Marcellin Berthelot 92195 Meudon Cedex

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

En plus de la précisant de l'article 21 du CCAG précité, Le futur contractant doit se conformer aux indications spécifiées dans les pièces du marché (CCTP).

Conditions particulières d'exécution :

Les conditions particulières d'exécution relatives aux exigences hygiène, santé, sécurité et environnement sont décrites dans les cahiers des clauses techniques particulières.

Obligation de résultat :

Un des engagements de service du titulaire est le devoir de conseil, qui est l'obligation de proposer au client la solution adaptée à ses besoins et en particulier les obligations décrites dans les CCTP.

11 - Sous-traitance

Le prestataire s'engage à ne sous-traiter une partie des missions que lorsque ce dernier ne peut répondre aux demandes des CCTP par ses propres moyens.

L'Observatoire de Paris devra en avoir été informé dans un délai raisonnable et avoir donné son accord préalable express et écrit.

Le prestataire devra s'assurer de la bonne solvabilité de l'entreprise sous-traitante ainsi que de la qualification des intervenants circulant sur les sites de l'observatoire. Les intervenants seront soumis aux mêmes règles telles que définies dans les CCTP.

L'observatoire se réserve le droit de demander au titulaire les documents économiques et ou tout autre justificatif faisant état du bon niveau de formation des techniciens de l'entreprise sous-traitante.

Le Titulaire tiendra à jour la liste de ses sous-traitants.

En toutes hypothèses, il demeure toutefois responsable des prestations confiées à tous les sous-traitants, sans que l'Observatoire de Paris ne puisse être inquiété ou recherché à ce sujet.

Le Titulaire restera l'unique interlocuteur de l'Observatoire de Paris.

La sous-traitance de la totalité des prestations est interdite.

Procédures d'acceptation des sous-traitants :

Le Titulaire s'engage à respecter les procédures telles que définies ci-après.

Le Titulaire indiquera (via le formulaire DC4 éventuellement, sans obligation) :

- La nature et le montant des prestations sous-traitées,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,

12 - Développement durable

Le présent marché comporte des conditions d'exécution et un critère d'attribution à caractère environnemental.

Dans le cadre de ce marché, les prestataires s'engagent à limiter l'empreinte environnementale des systèmes de sécurité incendie (SSI). Les équipements doivent être si possible à faible consommation énergétique, recyclables et conformes aux normes environnementales. Les déchets issus des travaux seront triés et valorisés avec preuve de leur gestion. Les interventions doivent être optimisées pour réduire les déplacements, en privilégiant des véhicules à faible émission.

13- Constatation de l'exécution des prestations

13.1 - Vérifications

L'Observatoire de Paris procède aux opérations de vérification et la maintenance et notifie sa décision conformément aux dispositions du chapitre V du CCAG-FCS (articles 27 à 30). Les vérificateurs devront obligatoirement se présenter au responsable du site avant le début de l'intervention et ils devront être obligatoirement accompagnés en permanence.

Vérification et la maintenance quantitatives:

Les opérations de vérification et la maintenance quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre le travail fait et les dispositions du marché.

Si la prestation de services effectuée n'est pas conforme aux stipulations du marché, la personne responsable du marché peut mettre le titulaire en demeure d'achever la prestation, dans un délai qu'elle prescrit.

Elle peut encore accepter le service en l'état.

Vérification et la maintenance qualitatives:

Les opérations de vérification et la maintenance qualitative ont pour objet de contrôler la conformité des services exécutés avec les spécifications du marché.

Lorsque la personne responsable du marché estime que les services ne peuvent être admis en l'état, même avec réfaction, elle en prononce le rejet partiel ou total.

En cas de rejet, le titulaire est tenu, sauf décision contraire, d'exécuter de nouveau le service commandé.

Les délais ouverts au titulaire pour présenter ses observations, ainsi que le délai qui lui est nécessaire pour représenter le service après rejet, ne constituent pas, par eux-mêmes, une justification valable d'une prolongation du délai contractuel d'exécution.

13.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions suivantes :

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

15 - Pénalités

15.1 - Pénalités de retard

Lorsque les délais contractuels d'exécution et/ou d'intervention sont dépassés, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable des pénalités fixées à 200 euros.

15.2 - Mauvaise qualité ou interruption ou exécution partielle des prestations

La mauvaise qualité d'exécution, l'interruption ou l'exécution partielle des prestations, fait encourir une pénalité de 200 euros par jour et par manquement constaté.

15.3 - Personne chargée du marché non joignable en cas de besoin

En cas de difficultés (absence de réponse au téléphone ou mail dans la journée en cas d'urgence ou dans les 48h) à joindre la personne en charge du marché, le titulaire se verra appliqué une pénalité de 50 euros par fait constaté.

15.4 - Non remise du matériel/livrables prévus par le CCTP

En cas de non remise des livrables figurants dans le CCTP et dans les délais prévus, le titulaire sera soumis à la pénalité de retard de 100 euros par jour de retard.

15.5 - Non-respect des règles relatives au travail dissimulé

Des pénalités peuvent être infligées au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail.

Le montant des pénalités s'élève à 10 % du montant du marché public dans la limite des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

Ces pénalités pourront s'appliquer au titulaire dans les conditions prévues à l'article L. 8222-6 du code du travail.

- Non signature du registre de sécurité et non remise des rapports de vérification

200 euros par rapport par jour de retard

-Technicien non formé tel que demandé sur le CCTP

1000 euros

-Non-respect du règlement intérieur et du plan de prévention

1000 euros

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Résiliation aux torts du titulaire

Le contrat peut être résilié avant sa date d'échéance par l'Observatoire, aux torts du Titulaire et sans indemnité :

- En cas de recours du Titulaire à un ou plusieurs sous-traitants n'ayant pas fait l'objet d'un accord préalable de l'Observatoire,
- En cas de défaut ou d'insuffisance d'assurance du Titulaire,
- En cas de non-respect des dispositions prévues à l'article D8222-5 du Code du Travail,
- En cas de « faute grave » du Titulaire, telles qu'elles sont définies ci-après. Par « faute grave », on entend notamment :
 - Lorsque depuis le début de l'exercice en cours, le montant total des pénalités représente 20% du montant forfaitaire annuel des prestations assurées.
 - Inobservation des règles de sécurité,
 - Inobservation de l'obligation de confidentialité,
 - Lorsque le Titulaire commet une faute ayant entraîné un accident matériel ou corporel grave,
 - En cas de non-respect des obligations contractuelles, autre que celles définies ci-avant, et après une mise en demeure non suivie d'effet.

De plus, la résiliation peut être prononcée dans les cas prévus à l'article 41 du CCAG-FCS non cités plus haut.

La résiliation d'un contrat intervient immédiatement et de plein droit, après envoi par l'Observatoire au Titulaire d'une lettre recommandée avec accusé de réception, soit :

- À l'issue du préavis de 3 mois minimum précisé dans le courrier,
- Après une mise en demeure précisée dans le courrier et non suivie d'effet.

Dans tous les cas de résiliation du contrat aux torts et griefs du Titulaire, ce dernier n'aura droit à aucune indemnité à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, et sera redevable à l'égard de l'Observatoire de Paris d'un dédommagement égal à 1/12ème (un douzième) du forfait annuel hors taxes ; ce montant n'exclut pas le recours pour les pertes subies par L'Observatoire de Paris ainsi que tous les dommages et intérêts dus au titre du préjudice subi par ce dernier et venant en complément de ces sommes.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17.3 - Résiliation pour motif d'intérêt général

Conformément à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Paris est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19 - Dérogations

- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 37 du CCAG - Fournitures Courantes et Services